



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Le 24 mai 2023

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



TRMC SAS

629 route des Carrières
71118 Saint-Martin-Belle-Roche

Références : AC/MB/2023/C_118
Code AIOT : 0005400508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement TRMC SAS implanté Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 Igé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRMC SAS
- Pré de la Crouzette, En Mouge, En Champ de Beurne 71960 Igé
- Code AIOT : 0005400508
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2015 pour 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : niveaux de production, phasage d'exploitation, sécurisation du site, mesures paysagères, surveillance des poussières, défense incendie.

•

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 9.4.1	/	Sans objet
9	Emissions dans l'air	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 3.1.5	/	Sans objet
11	Moyens de secours intérieur	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.7.5.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volumes de production	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.3	/	Sans objet
4	Aménagement préalable	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.6.3	/	Sans objet
5	Aménagements paysagers	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.6.1	/	Sans objet
6	Phasage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.5.1	/	Sans objet
7	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	/	Sans objet
8	Plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de graves manquements sur les points de contrôle retenus. Il a été toutefois constaté que les installations de traitement vieillissantes sont à l'origine d'émissions diffuses de poussières importantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, volumes de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le volume de gisement exploitable est de 3 538 000 m ³ . Le tonnage total de matériaux à extraire est de 8 845 000 tonnes. La quantité de matériaux extraits de la carrière est au maximum de 400 000 tonnes/an avec une production moyenne autorisée de 300 000 tonnes/an. Cette moyenne devant être calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. La cote minimale d'extraction est de 356 m NGF.
Constats : Les derniers volumes annuels de production de la phase 2 sont en dessous du maximum autorisé. Observations: - l'exploitant veillera à respecter le niveau de production moyen de 300 000 tonnes par an sur la phase quinquennale en cours (2020 à 2025), - les volumes de matériaux extraits non traités et commercialisés tels que les matériaux de découverte entrent dans le volume de production autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,• les bords de la fouille,• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• le positionnement et les hauteurs des fronts,• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,• les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.
Constats : Le dernier plan d'exploitation au 1/1000 date du 27/10/2022 (relevés annuels).
Non-conformité: absence de bornes délimitant la surface autorisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.</p> <p>Constats :</p> <p>La périphérie de la surface autorisée est clôturée (clôture fils barbelés et grillage). Le chef de carrière procède à un suivi et à un entretien régulier des clôtures par secteurs qui est consigné dans un registre "clôture" spécifique.</p> <p>Les retenues et bassins en eau sont clôturés.</p> <p>Des pancartes placées régulièrement sur les clôtures indiquent l'interdiction d'entrer, la présence de zones dangereuses et le danger de tirs de mines. Autour des bassins en eau, les risques de noyade et d'ensevelissement sont indiqués et des bouées sont présentes.</p> <p>La carrière dispose de plusieurs points d'accès fermés par des portails en dehors des heures et jours d'exploitation.</p> <p>Durant la visite, tous les dispositifs précités étaient présents sur les zones contrôlées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Aménagement préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le chemin d'accès à la plate-forme haute de la carrière depuis la route est mis en enrobé sur 20 mètres.
Constats : Le chemin d'accès principal à la plate-forme haute de la carrière depuis la route départementale n°134 est mis en enrobé sur environ 20 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aménagements paysagers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements paysagers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met notamment en place avec l'avancement de l'exploitation de la plate-forme haute les mesures paysagères suivantes figurant dans le plan « Mesures concernant le paysage » annexé au présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• le maintien en place d'un éperon rocheux paysager,• la mise en œuvre d'un merlon à la périphérie de la zone d'extension,• l'aménagement et végétalisation d'un merlon en limite Sud,• le remblaiement et la végétalisation de la limite Est,• le remblaiement et la végétalisation du front Ouest,• le remblaiement et la végétalisation des gradins supérieurs.
Constats : L'éperon rocheux central est maintenu en place. Un merlon est mis en place à la périphérie de la zone d'extension au nord-ouest de l'emprise. Un merlon végétalisé est présent en limite sud-ouest de la plate-forme haute. Les limites est et ouest de la plate-forme haute sont en cours de remblaiement et de végétalisation. Les gradins supérieurs de la zone en extension sont en cours d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 2.5.1			
Thème(s) : Situation administrative, Phasage			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :			
	Date prévisible	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume à extraire (m ³)
Phase 1	2015 à 2020	15 000	614 400
Phase 2	2020 à 2025	15 400	607 200
Constats : L'exploitation est en phase 2. La surface mise en exploitation depuis le début de cette phase en de 7 000 m ² environ (le décapage des nouvelles surfaces à exploiter est réalisé par bandes de 20 mètres de largeur sur la longueur de front). L'exploitation est menée sur 6 gradins. Selon les données de l'exploitant, le volume extrait en phase 1 a été de 1 512 894 tonnes soit environ 605 200 m ³ .			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 7 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19			
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.			
Constats : L'exploitation a transmis les deux derniers rapports d'interprétation sur les mesures annuelles de 2021 et 2022 réalisées par la société ITGA. Ces rapports fournissent l'ensemble des données et historiques des mesures (météo, production de carrière, méthodes et résultats des mesures de poussières, moyennes glissantes, conclusions). Observation: le plan de surveillance présent dans les rapports est erroné.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 8 : Plan de surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : Le plan de surveillance des retombées de poussières comprend: - une station témoin non impactée par l'activité de la carrière et hors de l'emprise, - une station proche des premières habitations et sous les vents dominants au sud-est de la carrière, - une station en limite d'emprise au sud de la plate-forme haute d'exploitation de la carrière sous les vents dominants. Les campagnes de mesures sont semestrielles depuis 2021 compte tenu des résultats de mesures. Observation: Dans le but de disposer d'un quadrillage de mesures représentatives, l'exploitant étudiera la possibilité de mettre en place une deuxième station de mesure de type c en limite d'emprise de la carrière dans le secteur sud-est (sous les vents dominants provenant du secteur nord-ouest). Le cas échéant, le nouveau plan de surveillance sera à transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réalisation des forages à l'aide d'une foreuse équipée d'un système de dépoussiérage autonome, • un abatage des poussières sur les installations de traitement des matériaux par pulvérisation d'un brouillard d'eau au niveau du broyage et des chutes de tapis, • un bardage de la partie criblerie de l'installation de traitement et des concasseurs du traitement secondaire et tertiaire, • une aspiration des poussières au niveau des cribles tertiaires, • un capotage est mis en place au niveau de certains postes tels que les entrées et sorties des concasseurs, des cribles, les jetées de tapis, • la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne dépassent pas 3 m, • les stockages des produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés,
<p>Constats :</p> <p>De nouvelles installations de traitement vont être construites sur la plate-forme haute d'ici 2 ans selon l'exploitant. Les installations actuelles présentes sur la plate-forme basse seront alors démantelées.</p> <p>Non-conformités:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations de traitement actuelles (primaire, secondaire et tertiaire) sont équipées des dispositifs requis tels que le bardage, l'abatage des poussières par brouillard d'eau, le capotage, l'aspiration mais compte tenu de leurs vétustés, ils sont déficients par endroit ce qui génère des poussières qui se diffusent dans le sens des vents dominants en direction du village d'Igé. - il a été constaté lors de la visite sur les zones en cours d'extraction d'autres sources de poussières relativement importantes provenant d'une foreuse de trou de mines et d'une installation de traitement mobile.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2015, article 7.7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de premiers secours appropriés aux risques, tels que : extincteurs, postes d'eau, etc..., en nombre suffisant, en des endroits visibles et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Pour les installations de traitement l'exploitant doit assurer la défense contre l'incendie par un débit de 60 m³/h par la présence de point d'eau tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un poteau d'incendie normalisé de 100 m/m (NF S 61213) dont le débit unitaire ne doit pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toute circonstance, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment projeté ne soit pas supérieure à 100 m, • ou une réserve d'eau de 120 m³ facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à aux installations de traitement ne soit pas supérieure à 100m. <ul style="list-style-type: none"> • le point d'eau normalisé le plus proche est indiqué à l'entrée du site sur une plaque inaltérable (adresse, distance, caractéristique du poteau d'incendie).
<p>Constats :</p> <p>Afin d'assurer la défense incendie des installations de traitement situées sur la plate-forme basse de la carrière, l'exploitant a mis en place un point d'eau incendie au niveau du concasseur secondaire HP400 à moins de 100 m des installations de traitement. Ce point d'eau est alimenté par deux cuves d'eau de 30 m³ chacune situées à environ 30 mètres au dessus (différence de niveau verticale). Ces cuves sont elles-mêmes alimentées par pompage de l'eau du bassin BR1 situé sur la plate-forme haute. Selon l'exploitant ce point d'eau est capable d'assurer un débit de 60 m³/h pendant 2 heures. La prise est équipée d'un raccord demi-symétrique type pompier en diamètre 65 mm.</p> <p>Non-conformité: absence d'indication sur une plaque inaltérable à l'entrée de la carrière des points d'eau normalisés les plus proche sur le site.</p> <p>Observation: le ou les points d'eau incendie de la carrière devraient faire l'objet d'une reconnaissance opérationnelle (et d'un avis formalisé) par les services d'incendie et de secours du département à la demande de l'exploitant (SDIS Mâcon - lieutenant DALBEC).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet